



AMBASSADE DE FRANCE EN AUSTRALIE
SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

BREVES ECONOMIQUES DU 8 AU 14 MARS 2019

AUSTRALIE

ATOS remporte un contrat de 124 M AUD (78,2 M€) auprès du ministère de la Santé d’Australie-Occidentale. Ce contrat, d’une durée de cinq ans, doit permettre la transformation digitale des systèmes informatiques, en lien avec le prestataire du ministère, *Health Support Services*, et avec l’appui de GovNext-ICT, afin de fournir un Cloud hybride qui sera hébergé sur une plateforme bénéficiant de la puissance du supercalculateur BullSequana, réduisant ainsi les coûts de 650 M AUD sur 10 ans. Les services comprennent l’hébergement et la gestion des données, la surveillance, la sauvegarde et la gestion des systèmes d’exploitation. *Source* : [ARN](#).

Les coûts du changement climatique auront des répercussions sur la stabilité financière et la politique monétaire selon la *Reserve Bank of Australia*. Le sous-Gouverneur de la RBA a indiqué que la sécheresse a eu un effet négatif sur la production économique en réduisant la production agricole de 6% et le PIB global de 0,15%. Selon lui, la stabilité financière est plus garantie par une transition ordonnée vers une économie sobre en carbone. *Source* : [ABC](#)

Le Royaume-Uni pourrait imposer des tarifs douaniers et des quotas sur les exportations australiennes en cas de *no-deal*. Les tarifs et quotas concerneraient les exportations de bœuf et d’agneau, pour un montant de 135 M USD, dans le cadre d’un Brexit sans accord. Cette mesure pourrait inciter le Gouvernement australien à conclure rapidement un accord de libre-échange bilatéral avec la Grande-Bretagne. *Source* : [AFR](#)

Déclarations du Gouvernement d’Australie-Occidentale sur la politique énergétique. Le ministre local de l’Énergie a critiqué la directive de l’agence étatique *Environmental Protection Authority* sur la neutralité carbone pour les grands projets d’exploitation des ressources. Il a également affirmé son soutien à la mine de charbon d’Adani dans le Queensland. *Source* : [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Le Ministre des Finances néo-zélandais minimise l’impact d’un Brexit sans accord sur la Nouvelle-Zélande. Selon l’évaluation du *Treasury*, un *no-deal* aurait probablement un impact global minime sur l’économie néo-zélandaise. L’impact principal serait dû à la perturbation des entreprises et industries néo-zélandaises, notamment sur les importations de kiwis. *Source* : [NZ Herald](#)

La valeur des exportations du secteur primaire poursuit son augmentation. Le ministre de l’Agriculture, le Ministre de la Pêche et le Ministre des Forêts ont annoncé la parution du rapport du Ministère des Industries Primaires (MPI) sur la situation et les perspectives pour l’avenir. Le rapport indique que les recettes des exportations du secteur primaire ont augmenté de 6,9% par rapport à l’exercice précédent. *Source* : [NZ Govt](#)

Signature du contrat du projet d’assainissement d’Auckland pour un montant de 1,2 Md NZD. Le tunnel de traitement des eaux usées reliera Western Springs à la station de traitement

des eaux usées de Māngere. La joint-venture, composée de la société australienne Abergeldie et la société italienne Ghella, est chargée de la construction. *Source* : [RNZ](#)

PACIFIQUE

Le Royaume-Uni signe un accord commercial post-Brexit avec les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Signé par le Secrétaire britannique au commerce international, cet accord élimine tous les droits de douane sur tous les biens importés de Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée et supprimera progressivement environ 80% des droits de douane sur les exportations britanniques vers ces pays. Le commerce total entre le Royaume-Uni et la région représente environ 369 M£ par an. *Source* : [The Guardian](#)

Trois Etats du Pacifique ajoutés à la liste noire des paradis fiscaux de l'Union européenne. L'UE a ajouté les Îles Fidji, le Vanuatu et les Îles Marshall à la liste noire, établie en décembre 2017 dans le but de lutter contre l'évasion fiscale. Les pays rejoignent les Samoa, les Samoa américaines et Guam sur la liste noire. *Source* : [RNZ](#)

Fidji – le niveau de liquidités des banques est considéré suffisant par les autorités locales. Avec un montant de 300 M\$, l'Association des Banques jugent que le niveau actuel de liquidités détenues par les banques commerciales du pays est suffisant. L'Association des banques est convaincue qu'il est également possible de réduire le volume des billets en circulation, qui avoisine les 850 M\$. *Source* : [Fiji Village](#)

La Banque asiatique de Développement, le Fonds vert pour le Climat et l'Australie s'associent pour améliorer les énergies renouvelables à Tonga. La BasD a approuvé une subvention de 12,2 M USD pour contribuer à améliorer le développement et la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable à Tonga, à renforcer la sécurité énergétique du pays et à réduire les émissions de carbone. La BASD gèrera également des subventions d'un montant de 29,9 M USD provenant du Fonds vert pour le climat et de 2,5 M USD octroyés par le gouvernement australien pour le projet. *Source* : [BasD](#)